

## Rapatriement des enfants français de Syrie : l'appel des familles à Macron

Par Plana Radenovic 

Les membres du Collectif des familles unies, pour la plupart grands-pères et grands-mères d'enfants retenus dans les camps de Roj et Al-Hol en Syrie, se sont réunis ce samedi en début d'après-midi devant le secrétariat d'Etat à la Protection de l'enfance. Ils étaient armés de... cartables.



Pascale (à gauche), Z. (au centre) et Pierre Laurent (à droite). (Plana Radenovic/JDD)

« Vos petits-enfants adorent aller chez vous et chez leur grand-mère le week-end, les nôtres ne cessent de nous demander quand ils pourront enfin nous voir "pour de vrai". » Devant le secrétariat d'État à la Protection de l'Enfance ce samedi en début d'après-midi, le comédien **Bruno Raffaelli** lit dans le silence la lettre adressée à Emmanuel Macron par le Collectif des familles unies. En écoutant le parallèle dressé entre les petits-enfants du chef de l'État et les leurs, qui « *croupissent dans des camps en Syrie* », les grands-pères et les grands-mères membres du collectif baissent la tête et serrent chacun contre eux un tout petit cartable. Dans le silence toujours, ils les déposeront au pied d'une banderole proclamant : « *Rentrée scolaire, tous les enfants français sont à l'école, sauf les enfants français emprisonnés dans des camps en Syrie. Rapatriez-les !* »

---

*« Nos filles doivent être jugées en France, emprisonnées pourquoi pas, mais les petits, eux, n'ont rien fait. »*

---

En grand T-shirt blanc imprimé de la photo de ses quatre petits-enfants âgés de 11 à 3 ans, Pascale, Nordiste dont la fille est partie rejoindre l'État islamique en 2015, en appelle à **Brigitte Macron**. « *Elle s'engage contre les violences faites aux enfants, et les nôtres ?* » Elle décrit, à travers les messages de sa fille, tout ce qu'elle vit « *à distance* » depuis cinq ans : la guerre, les enfants que sa fille a dû enterrer, parfois des copains de jeux de ses petits-enfants, les maladies qu'on ne soigne pas, le froid qui tue, l'extrême chaleur... « *Les enfants sont notre avenir, appuie-t-elle. Nos filles doivent être jugées en France, emprisonnées pourquoi pas, mais les petits, eux, n'ont rien fait. Mon dernier petit-fils est né là-bas, je ne le connais même pas.* »



Des cartables ont été déposés au pied d'une banderole proclamant : "Retournée scolaire, tous les enfants français sont à l'école, sauf les enfants français emprisonnés dans des camps en Syrie. Rapatriez-les!" (Plana Radenovic/JDD) 

Depuis l'effondrement du groupe État islamique en mars 2019, la France a rapatrié 28 enfants, pour l'essentiel des orphelins. **Marie Dosé**, avocate de plusieurs familles du Collectif, juge « *inhumaine* » la doctrine gouvernementale du « cas par cas » : « *C'est insupportable de savoir que dans une démocratie comme la nôtre ce soit possible.* » M<sup>e</sup> Dosé, accompagnée des parlementaires **Pierre Laurent** (PCF) et **Pierre Morel-à-Lhuissier** (UDI) avait rencontré la conseillère Justice à l'Élysée en juillet, comme nous l'avions révélé dans le JDD.

« *Quelque chose est en train de bouger, veut croire Pierre Laurent, qui a pris la parole devant les familles ce samedi. Nous sentons qu'il y a un débat qui existe au gouvernement, dans l'entourage du président de la République.* » Le secrétaire d'Etat à la Protection de l'enfance, **Adrien Taquet**, est venu à la rencontre des familles et les a longuement écoutées. Il s'est engagé, indique son entourage au JDD, « *à partager ses échanges avec les autres membres du gouvernement impliqués sur ces dossiers* ». ■